Quelques vues sur la politique méditerranéenne de Guizot

Nous avons écouté M. Johnson parler de ce que Guizot a été pour l'Angleterre et pour les Anglais et ce que l'Angleterre a été pour Guizot.

Je voudrais ajouter, pour commencer, que Guizot est un sujet d'histoire très étudié en Italie : le mérite de l'intérêt pour la pensée et l'action de ce personnage remonte à Adolfo Omodeo qui, entre 1940 et 1943, publiait une série d'essais sur l'opposition libérale à l'époque de la Restauration. Omodeo rassemblait ses études dans un volume paru en 1946 et il écrivait : « Le premier essai paraissait dans la Critica de Benedetto Croce en mai 1940, lorsque la France semblait vaincue ; ces journées ont été pour ceux qui aimaient la liberté en Italie les plus amères de la guerre, encore plus amères ces journées lorsqu'une tempête de fer et de feu ravageait la péninsule ». L'étude de Guizot en Italie a une signification morale et politique Parmi les derniers travaux parus en Italie, je peux vous citer un article d'Antonio Coco sur Politique et civilisation chez Guizot (1820-1830) paru l'année dernière dans la Revue d'histoire des idées politiques, que je dirige, Il Pensiero politico, et je vous signale la traduction en italien de l'Histoire de la civilisation en France publiée il y a quelques mois à Turin. A propos de Guizot j'ai écrit un volume sur sa politique étrangère, publié en 1957 et dédié à mes amis de France (Salvo Mastellone, La politica estera del Guizot, 1840-1847, Firenze, La Nuova Italia, 1957). Dans ce travail j'ai essayé de comprendre pourquoi Guizot prétendait avoir suivi « une politique extérieure très nouvelle » : en réalité il avait pensé à une politique « continentale et méditerranéenne ».

La politique étrangère du ministre français a été étudiée surtout du point de vue des rapports entre Paris et Londres. Pour ma part, au contraire, j'ai attiré l'attention sur deux projets de Guizot liés au double aspect de la politique étrangère française, à la fois continentale et

méditerranéenne.

Au début (1841-1842), Guizot s'efforça de conclure avec les Etats limitrophes (Belgique, Hollande et Piémont) des accords commerciaux, afin de constituer une union douanière à l'image du Zollverein patronné par la Prusse. Ces accords devaient être essentiellement économiques; mais, une fois coordonnés les intérêts financiers, il n'aurait pas été difficile de passer à la politique. Ainsi ces Etats, chargés à Vienne en 1815 d'étouffer les velléités d'expansion de la France, seraient devenus les remparts naturels de cette puissance.

Ce projet ayant échoué, Guizot espéra entre 1843 et 1846, au moyen de mariages réciproques entre les branches régnantes de la famille de Bourbon, établir une alliance entre Paris, Madrid et Naples; elle aurait créé en Europe une nouvelle force politique, à cheval entre l'Autriche et

l'Angleterre.

Le projet douanier se justifie par les préoccupations soulevées en France devant les progrès du Zollverein. Au début, l'union douanière allemande avait paru la conséquence nécessaire des divisions douanières existant au sein de la Confédération germanique. Mais, en 1840, quand les Allemands, excités par les vaines menaces de Thiers. s'enthousiasmèrent à l'idée de la défense du sol sacré de la patrie, le Zollverein apparut pour la première fois, à l'opinion publique française, comme un grave péril. La polémique littéraire sur le Rhin allemand fut la manifestation d'une unification commerciale et industrielle qui menaçait de s'étendre encore plus. En effet, certains économistes, profitant du vent de nationalisme, préconisaient un ample bloc douanier austro-allemand allant de la Baltique à la Méditerranée; d'autres, comme Frédéric List, pensaient attirer dans le Zollverein la Belgique, la Hollande, la Suisse et le Piémont. Pourquoi la France ne tenterait-elle pas de réaliser sur la rive gauche du Rhin ce que la Prusse avait déjà réalisé sur la droite?

Quant au projet de ligue bourbonienne, la question méditerranéenne était devenue, alors, particulièrement délicate à cause de l'occupation française de l'Algérie, des conditions du traité de commerce franco-piémontais d'août 1843 et de la guerre franco-marocaine de 1844. Or, si le Pacte de Famille avait ses origines dans les traditions de la diplomatie française, il pouvait alors soustraire la Médi-

terranée occidentale à l'influence anglaise.

Ce renversement de la façon traditionnelle de considérer la politique étrangère française entre 1840 et 1847 dérive surtout d'un changement de perspective. Je me suis éloigné de la fausse route que Guizot a tracée lui-même dans ses *Mémoires*. En effet, pour se défendre d'avoir abusé de la bonne foi britannique après tant de déclarations d'amitié, il insiste sur les rapports diplomatiques entre Paris et Londres, et sur sa loyauté envers le *Good-understanding*.

A mon avis, peu de ministres des Affaires étrangères ont eu une foi aussi profonde dans la mission historique de la France. Guizot ne se contenta pas de tirer des principes et des leçons de l'Histoire, qui l'incitait parfois à comparer les situations présentes à celles du passé, mais il avait énoncé la théorie de l'initiative française en Europe, et il en tira la substance doctrinale de sa politique étrangère, laquelle se proposait de résoudre le conflit existant entre puissances constitutionnelles et absolutistes. La crainte de la guerre et de la révolution était à l'origine de la méfiance que les Etats nourrissaient envers la France. Si le gouvernement de Paris avait réussi à rassurer l'Europe sur ses intentions pacifiques, la France, avec une politique modérée, de juste milieu entre réaction et révolution, aurait pu s'attribuer la fonction d'assurer la tranquillité en Europe. Guizot chercha l'entente avec l'Angleterre; il la chercha également avec l'Autriche. Dans l'un et l'autre cas, l'accord était un moyen, non une fin. Guizot voulait instaurer une politique capable de prévenir les agitations et d'empêcher les répressions. Il nourrit l'espérance de succéder à Metternich comme arbitre des événements européens.

Malheureusement, il se laissa séduire par l'éternelle illusion des hommes du « juste milieu » de pouvoir concilier des principes contradictoires et de vaincre à la fois à droite et à gauche ; au nom d'une troisième force hypothétique, il espéra avoir raison de l'Autriche et de l'Angleterre. A mon avis, Bulwer, futur biographe de Lord Palmerston, avait raison de se méfier de l'attitude modérée de Guizot et d'écrire dès la fin de septembre 1841 à Aberdeen, alors secrétaire au Foreign Office : « Je ne connais pas de gouvernement français qui n'ait cherché d'étendre son influence sur la Belgique et sur le Rhin, d'établir l'hégémonie de la France sur la Méditerranée et le long des côtes d'Afrique, et de soumettre l'Espagne à son influence et à son

autorité ».